

**PRÉFET DE LA DRÔME**

**Direction départementale de la Protection  
des Populations  
Service protection de l'environnement**

Valence, le 15 mars 2012

Affaire suivie par : Valérie DELVAL  
Tél. : 04-26-52-22-09  
Fax : 04-26-52-21-62  
Courriel : valerie.delval@drome.gouv.fr

**ARRETE PREFECTORAL n° 2012075-0014**

**DE PRESCRIPTIONS COMPLEMENTAIRES**

**AU TITRE D'UNE INSTALLATION CLASSÉE  
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

**APPLICABLES à la société CHARPAIL CHIMIE  
à VALENCE**

**Le Préfet de la Drôme,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le Code de l'Environnement et notamment ses articles L. 512.1, L. 513.1, R. 513.1, R. 512.6, R. 512.9 et R. 512.31 ;

Vu l'article R 511-9 constituant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le décret n° 2010-369 du 13 avril 2010 modifiant la nomenclature des installations classées, supprimant notamment la rubrique 167 et créant notamment les rubriques 2717 et 2770 ;

Vu l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables exploités dans un stockage soumis à autorisation au titre de la rubrique 1432 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2657 du 17 juin 1998 autorisant la société CHARPAIL à poursuivre l'exploitation, dans son établissement situé en Zone Industrielle, 199 à 207 avenue des Auréats à VALENCE, les installations suivantes, nécessaires au traitement de certains déchets industriels :

- un dépôt aérien de liquides inflammables de première catégorie de 400 m<sup>3</sup> ;
- une installation de régénération de liquides inflammables, la quantité de liquides inflammables présente dans l'installation étant comprise entre 10 et 200 tonnes ;
- une installation de régénération de liquides halogénés, la quantité de liquides halogénés stockée s'élevant à 54 m<sup>3</sup> ;

- une installation de remplissage de réservoirs mobiles d'un débit de 11 m<sup>3</sup>/h.

Vu l'étude de dangers de février 1998 portant sur les installations sus-visées, montrant l'existence, en cas d'incendie ou d'explosion survenant dans le cadre de leur exploitation, d'effets thermiques ou/et de surpression irréversibles pouvant s'étendre au-delà des limites de l'établissement ;

Vu l'arrêté préfectoral n°04-1629 du 22 avril 2004, modifiant l'arrêté préfectoral n°2657 du 17 juin 1998 sus-visé ;

Vu le récépissé de déclaration de changement d'exploitant n°2004/57 du 4 juin 2004 prenant acte de la poursuite, par la société S.A.S CHARPAIL CHIMIE, des installations autorisées par l'arrêté préfectoral n°2657 du 17 juin 1998 sus-visé ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2010356-0006 du 22 décembre 2010 imposant des prescriptions complémentaires portant sur la recherche de substances dangereuses dans l'eau rejetées par les installations mentionnées dans l'arrêté préfectoral n°2657 du 17 juin 1998 sus-visé ;

Vu le rapport en date du 11 janvier 2012 rédigé par l'inspection des installations classées de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement RHONE-ALPES ;

Vu la déclaration du 02 février 2012 présentée par la société CHARPAIL CHIMIE à la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement RHONE-ALPES, portant sur l'évolution de classement des installations de son établissement situé zone industrielle, 230 avenue des Auréats à VALENCE, cette évolution étant due à l'évolution de la nomenclature des installations classées induite par le décret sus-visé ;

Vu le rapport en date du 8 février 2012 rédigé par l'inspection des installations classées de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement RHONE-ALPES

Vu l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques en date du 09 février 2012 ;

Vu le projet d'arrêté porté le 20 février 2012 à la connaissance du demandeur ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant dans le délai de quinze jours ;

Considérant que l'étude de dangers de février 1998 sus-visée nécessite d'être mise à jour afin de prendre en compte les évolutions survenues au niveau de l'établissement sus-visé et au niveau de la réglementation qui lui est applicable, en particulier les arrêtés ministériels sus-visés ;

Considérant que l'étude de dangers ainsi mise à jour permettra, si nécessaire :

- d'imposer à la société CHARPAIL CHIMIE des prescriptions complémentaires visant à augmenter le niveau de sécurité du site sus-visé ;
- de faire un nouveau porter à connaissance, aux maires des communes concernées, des aléas technologiques existant au-delà des limites du site sus-visé, afin d'assurer une maîtrise de l'urbanisation adaptée ;

Sur proposition de madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Drôme ;

## **ARRETE**

### **ARTICLE 1<sup>ER</sup>**

La société CHARPAIL CHIMIE, dont le siège social est situé Zone Industrielle, 230 avenue des Auréats,

26000 VALENCE, doit présenter à monsieur le préfet de la DROME, dans un délai de trois mois à compter de la date de notification du présent arrêté, une version mise à jour de l'étude de dangers portant sur les installations de son établissement implanté à la même adresse.

Cette étude de dangers devra répondre aux exigences des articles L 512-1 et R 512-9 du code de l'environnement et des arrêtés ministériels sus-visés.

## ARTICLE 2

Le tableau figurant à l'article 2 de l'arrêté préfectoral n° 2657 du 17 juin 1998, modifié par l'arrêté préfectoral n° 04-1629 du 22 avril 2004, est remplacé par le tableau ci-dessous :

Numéro	Désignation des activités	Volume	A, D ou DC
1175.2	<p>Organohalogénés (emploi ou stockage de liquides) pour la mise en solution, l'extraction, etc., à l'exclusion du nettoyage à sec visé par la rubrique 2345 et du nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces visés par la rubrique 2564 et des substances ou mélanges classés dans une rubrique comportant un seuil AS.</p> <p>2. La quantité de liquides organohalogénés susceptible d'être présente dans l'installation est comprise entre 200 l et 1500l.</p>	<p>L'activité de régénération de solvants chlorés a été <b>abandonnée</b>. Le stockage autrefois autorisé de <b>54 m<sup>3</sup></b> est abandonné, mais conservation d'un stockage de 4 fûts de chlorure de méthylène (&lt; <b>1 m<sup>3</sup></b>) pour activité de négoce.</p>	D
1432.2.a	<p>Liquides inflammables (stockage en réservoirs manufacturés de) :</p> <p>2.a) Stockage de liquides inflammables visés à la rubrique 1430 représentant une capacité équivalente totale supérieure à 100 m<sup>3</sup></p> <p>Dépôt aérien de liquides inflammables de 1<sup>ère</sup> catégorie de <b>400 m<sup>3</sup></b></p>	<p>Au maximum <b>175 m<sup>3</sup></b> de produits de récupération répondant à la définition d'un liquide inflammable (3 cuves de 50 m<sup>3</sup> et une de 25 m<sup>3</sup>). Les produits liquides présents sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• acétone (catégorie B)</li> <li>• acétate d'éthyle (catégorie B) :</li> <li>• acétate de méthyle (catégorie B)</li> <li>• méthyléthylcétone (catégorie B)</li> <li>• méthanol (catégorie B +toxique)</li> <li>• toluène (catégorie B+reprotoxique)</li> </ul> <p>Le mélange de ces substances est un liquide inflammable de catégorie B.</p> <p>La concentration en méthanol est en toute circonstance inférieure à 10 % dans le mélange (mélange non étiquetable toxique).</p> <p>Le volume correspond à un tonnage maximal de liquides inflammables de <b>146 t</b>.</p> <p>A cette quantité s'ajoute des produits neufs en cuve (environ 20% du total) et 2 cuves destinées à la préparation : maximum <b>30 m<sup>3</sup></b></p> <p>Les produits finis, directement expédiés, quantités stockées négligeables</p> <p>Quantité maximum réelle : <b>205 m<sup>3</sup></b> (175 +30)</p>	A

1434.1.b	<p>Liquides inflammables (installation de remplissage ou de distribution, à l'exception des stations service visées à la rubrique 1435)</p> <p>1. installations de chargement de véhicules citernes, de remplissage de récipients mobiles, le débit maximum équivalent de l'installation, pour les liquides inflammables de la catégorie de référence (coefficient 1) étant :</p> <p>b) supérieur ou égal à 1 m<sup>3</sup>/h, mais inférieur à 20 m<sup>3</sup>/h</p>	Installation de remplissage de réservoirs mobiles (11 m <sup>3</sup> /h)	DC
2717.2	<p>Installation de transit, regroupement ou tri de déchets contenant des substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 1313, 2710, 2711, 2712 et 2719.</p> <p>2) La quantité de substances dangereuses ou préparations dangereuses susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure aux seuils AS et supérieure ou égale aux seuils A des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou préparations.</p>	<p>Regroupement de déchets contenant des substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'environnement</p> <p>Matières premières (déchets à traiter) : quantité maximale stockée : 146 t soit 175 m<sup>3</sup></p> <p>Une benne de boues (substances dangereuses) : 6 t soit 4,5 m<sup>3</sup></p> <p>Les seuils AS des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou préparations ne sont pas dépassés.</p>	A
2770.1.b	<p>Installation de traitement thermique de déchets dangereux ou de déchets contenant des substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'environnement.</p> <p>1. Les déchets destinés à être traités contenant des substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'environnement.</p> <p>b) La quantité de substances dangereuses ou préparations dangereuses susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure aux seuils AS des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou préparations.</p>	<p>Installation de distillation de déchets contenant des substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'environnement : Un régénérateur (distillation) <b>SRU 500</b> d'une capacité de traitement de l'ordre de 400 kg/h.</p> <p>La quantité de substances dangereuses ou préparations dangereuses susceptible d'être présente dans l'installation est inférieure aux seuils AS des rubriques d'emploi ou de stockage.</p>	A
2795	Installation de lavage de fûts, conteneurs et citernes de transports de matières alimentaires, de matières dangereuses au sens de la rubrique 1000 de la nomenclature des installations classées ou de déchets dangereux.	Pas d'activités de ce type sur le site.	NC

### ARTICLE 3

Les droits des tiers sont et demeurent exclusivement réservés.

### ARTICLE 4 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble (2 place de Verdun BP1135 38022 GRENOBLE Cedex 1) :

- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée postérieurement à l'affichage du présent arrêté ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

#### **ARTICLE 5 : Notification et publicité**

Le présent arrêté sera notifié au pétitionnaire qui devra toujours l'avoir en sa possession et le présenter à toute réquisition.

Un extrait de cet arrêté, énumérant toutes les prescriptions auxquelles est soumise l'exploitation de l'établissement, est affiché de façon visible et permanente dans l'établissement par les soins de l'exploitant.

Une copie du présent arrêté sera déposée en mairie de Valence et tenue à la disposition du public. Un extrait de cet arrêté, énumérant notamment toutes les prescriptions auxquelles est soumise l'exploitation de l'établissement, sera affiché pendant un mois à la porte de la mairie par les soins du maire.

Procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire et une copie sera transmise à la direction départementale de la protection des populations.

Un avis rappelant la délivrance de la présente autorisation et indiquant où les prescriptions imposées à l'exploitant de l'établissement peuvent être consultées sera publié par les soins des services de la Direction départementale des Populations, aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés sur tout le département.

Le présent arrêté peut être consulté sur le site internet de la préfecture de la Drôme

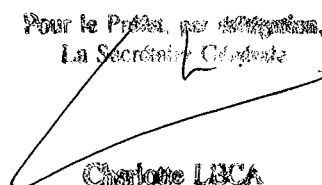
#### **ARTICLE 6 : Exécution et copie**

Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Drôme, Monsieur le Maire de Valence et le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) chargé de l'Inspection des Installations Classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à :

- le Maire de Valence ;
- le Directeur Départemental Interministériel des Territoires ;
- le Directeur de l'Agence Régionale de la Santé ;
- le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours ;
- le Directeur de l'Unité Territoriale de la Drôme de la Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi ;
- le Directeur Régional de la DREAL de Rhône-Alpes Unité Territoriale Drôme-Ardèche ;
- et à Monsieur le Directeur de la société CHARPAIL CHIMIE à Valence.

Fait à Valence, le **15 MARS 2012**  
Le Préfet,

Pour le Préfet, par délégation,  
La Secrétaire Générale

  
Charlotte LIBCA